

Histoire moderne et contemporaine du monde russe

M. François-Xavier COQUIN, professeur

Consacré aux **Sources** et à la **genèse du stalinisme**, le cours de cette année a été placé sous l'invocation de l'auteur de *l'Ancien régime et la révolution française*, et de son disciple Fustel de Coulanges qui écrivait dans *la Cité Antique* : « le passé ne meurt jamais complètement pour l'homme. L'homme peut bien l'oublier, mais il le garde toujours en lui. Car tel qu'il est à chaque époque, il est le produit et le résumé de toutes les époques antérieures. S'il descend en son âme, il peut retrouver et distinguer ces différentes époques d'après ce que chacune a laissé en lui ». Renvoyant dos à dos aussi bien la légende dorée, longtemps à l'honneur, que la légende noire, aujourd'hui triomphante, on a donc recherché les composantes du régime dit « stalinien » qui, loin de se réduire à la seule personne de Staline, plonge profondément au contraire ses racines dans le passé national.

Sans remonter plus avant dans le passé, cette anamnèse conduisait tout d'abord à s'interroger sur ce que l'on pourrait appeler les sources autocratiques du stalinisme. Tsarisme et autocratie avaient en effet trop longtemps imprégné les esprits et les mentalités pour s'effacer de si tôt. Comme on l'a relevé au passage, Staline, âgé de vingt-sept ans lors de son premier voyage-éclair à l'extérieur des frontières de l'empire tsariste, n'avait pratiquement connu lui-même jusqu'en 1917 aucun autre régime que l'autocratie, qui constituait l'horizon familier et l'unique référence de l'écrasante majorité du pays. Faute d'avoir été réellement combattue, cette culture autocratique survivra donc très largement à l'effondrement du tsarisme.

Comme l'énonçait le Code des Lois (dont la première édition datait de 1833) le souverain autocratique était, on le sait, un monarque absolu, détenteur d'un pouvoir « illimité », à qui ses sujets prêtaient serment « d'obéir en tout (...) jusqu'à la dernière goutte de leur sang » et de « notifier sans tarder, dès qu'ils en auraient connaissance, tout ce qui peut nuire ou porter atteinte aux intérêts de Sa Majesté Impériale ». De fait, en subordonnant l'Église orthodoxe russe à un organisme laïc : le Saint-Synode, créé en 1721, le fondateur de l'Empire russe, Pierre le

Grand, avait non seulement privé cette dernière du droit de remontrance qui était le sien depuis les débuts du pouvoir tsariste, mais livré également ses sujets, ainsi privés de toute instance d'appel, à l'arbitraire d'une bureaucratie bientôt soustraite à toute critique. Même après 1905, il n'existait nul contrepoids au pouvoir absolu du souverain orthodoxe, qui cumulait entre ses mains pouvoir temporel et pouvoir spirituel, en sa qualité de « chef de l'Église » ; et les députés d'opposition à la Douma gouvernementale (créée en 1906) avaient eux-mêmes l'obligation de prêter serment de fidélité à l'empereur autocratique qu'ils s'employaient simultanément par ailleurs à renverser. En vertu du catéchisme officiel, les sujets de l'empereur étaient en effet tenus de lui obéir « en conscience », et non « par crainte », et de lui manifester un loyalisme à toute épreuve, sans pouvoir invoquer aucun for intérieur. Même le souverain réformateur et « libéral » qu'était Alexandre II n'avait procédé à aucun *aggiornamento* du régime autocratique, et le très puissant procureur du Saint-Synode, Pobedonoscev, parfois surnommé « le pape de l'autocratie », rejettera jusqu'en 1905 libéralisme et monde moderne avec plus de vigueur encore que le *Syllabus* de Pie IX.

Religion officielle d'État, refus de toute neutralité idéologique, monopole et personnalisation du pouvoir, où l'autorité circule de haut en bas, règne de l'arbitraire et du secret, ... culte enfin de l'unanimité, qui rejette comme hérétique ou criminelle toute divergence de vues, — tels étaient, de longue date, quelques-uns des traits qui caractérisaient un ancien régime rien moins qu'aboli. Encore au début du XX^e siècle, la société restait toujours, selon Lénine, imprégnée à 999 % d'esprit et de culture autocratiques ; et, près de dix ans après la révolution, Staline n'hésitait pas à rappeler à ses collègues du Politburo, au lendemain du XIV^e Congrès du P.C. (décembre 1925) : « n'oubliez pas que nous vivons en Russie, le pays des tsars. Les Russes aiment à voir un seul homme à la tête de l'État ».

Confirmation en était donnée par la pratique de la « confession » qui survivra elle aussi à 1917, tout comme la religion de l'aveu, indispensable pour « démasquer » les arrière-pensées répréhensibles en elles-mêmes, même en l'absence de tout début d'exécution. D'où également la présomption de culpabilité qui pesait déjà sur tout citoyen-sujet avant 1917, et qui se généralisera plus encore après 1917 et dans la Russie stalinienne, où le seul fait d'être inculpé suffisait trop souvent déjà à faire preuve avant même l'époque des « purges ».

« Notre constitution c'est la Bible », avait énoncé à l'époque d'Alexandre I^{er}, l'historien Karamzine, chantre de l'État autocratique. A l'ancienne orthodoxie politico-religieuse succédera le marxisme-léninisme, conçu comme l'alpha et l'oméga de la science politique ; et les citoyens, imprégnés depuis des siècles d'une foi « naïve » en une autorité tutélaire et sage, qui de toute façon finissait toujours par avoir raison, adresseront désormais à Lénine, puis à Staline, les requêtes et suppliques naguère destinées au souverain. En l'absence de règles juridiques formelles et intangibles, l'ancienne « absence de droits » (*bespravie*) qui définissait déjà la condition du citoyen-sujet sous l'ancien régime tsariste ne

sera pas, malgré les apparences, réellement abolie. Naguère traités en mineurs à demi irresponsables, incapables de comprendre leurs propres intérêts et de décider de leur sort, les anciens sujets du tsar n'avaient qu'à peine gagné au change. Non seulement une bureaucratie tentaculaire et centralisée, plus arbitraire que jamais, avait succédé à l'ancienne « dictature du *tchin* », mais l'ancienne trilogie : secret, arbitraire, corruption, survivra elle aussi à 1917 et continuera à caractériser une bureaucratie soustraite à tout contrôle des administrés.

Cette culture politique sera combattue un court instant, entre février et octobre 1917, par le gouvernement provisoire et les socialistes modérés du soviét de Pétrograd (et de l'Exécutif panrusse des soviets), désireux de transformer l'empire russe en un État de droit, à la faveur de la chute du tsarisme. Tentative sans lendemain : cet héritage sera en effet subrepticement reconduit, sans avoir eu le temps d'être extirpé, par le nouveau régime soviétique qui opérera à sa façon une restauration larvée du passé autocratique (cf. *infra* p. 987-989). Tenue depuis Montesquieu pour le fondement de l'État constitutionnel, la séparation des pouvoirs n'avait jamais pris pied (en dépit des « réformes libérales » des années 1860) dans l'empire autocratique. De même elle ne fera son entrée en février 1917 que pour être aussitôt répudiée en octobre ; et le Russe sortira en un sens de la révolution comme il y était entré : sans *habeas corpus* ni garanties individuelles.

**

On aurait pu penser que les révolutionnaires russes, à l'œuvre tant au début qu'à la fin du règne de Nicolas I^{er} (1825-1855), auraient à cœur de combattre, au nom des principes démocratiques ou des libertés publiques, cette tradition d'arbitraire et de secret, encore perfectionnée par le « gendarme » de son propre empire, non moins que de l'Europe. Ce serait oublier que de Pestel à Bakounine ou à Hercen, et de Černyševskij à Zubatov, les révolutionnaires n'avaient pas tous perdu foi en une autocratie « toute puissante pour le bien comme pour le mal » ; et l'idée d'une autocratie, mise au service des déshérités ou, mieux, d'une « autocratie du peuple », inscrite en 1903 au programme du parti social-démocrate de Russie (POSDR), ne s'effacera pas de sitôt.

De fait, des nihilistes aux populistes et à leurs concurrents marxistes, plus d'un révolutionnaire retournera contre l'autocratie ses propres méthodes dans l'espoir d'en venir plus rapidement à bout, sans autre résultat que d'en perpétuer, au moins en partie, l'héritage. Passant brièvement en revue ces premiers courants révolutionnaires, pour mieux en évaluer la contribution à la genèse du stalinisme, on a tout d'abord évoqué le nihilisme, qui marquait à sa façon l'accès à l'instruction de couches sociales nouvelles : les *raznočincy* (ou « roturiers »), auxquels les représentants de la culture nobiliaire en déclin reprochaient, précisément pour cette raison, de « sentir l'antichambre, la caserne ou la sacristie ». Cette intelligentsia naissante s'était avant tout distinguée par son esprit de négation, en écho

à la dialectique hégélienne, et par un rejet sans nuances de toutes les valeurs de la génération précédente, aussi bien littéraires et artistiques que politiques ou sociales. D'où ses condamnations péremptoires et bien connues de Pouchkine, de Raphaël ou de Shakespeare, dont les œuvres ne valaient pas même, aux yeux de ces néophytes, la paire de bottes destinée à équiper un paysan besogneux. Par delà l'effet de provocation recherché et leur matérialisme ostentatoire, ces « hommes nouveaux » nihilistes se faisaient plus encore remarquer par leur dénonciation radicale du régime et de la société établis et par une intransigeance qui marquera plus ou moins tout le mouvement révolutionnaire, et qui, par son jusqu'au-boutisme, contribuera finalement à perpétuer un héritage absolutiste, pétri lui-même d'une intransigeance et d'un maximalisme comparables.

Ainsi en ira-t-il, aussitôt après l'émancipation de février 1861, des populistes, dont le nom rappelait leurs prises de position en faveur du « peuple » paysan et de ses intérêts, réels ou présumés. Comme on l'a rappelé, les populistes professaient un socialisme tout entier fondé sur la commune paysanne, censée préserver la Russie des maux de la civilisation industrielle dont Marx leur apportait alors la révélation. Convaincus que les paysans russes ne tarderaient pas à se révolter contre les lacunes de l'émancipation et les survivances du servage, de petits groupes d'étudiants avaient alors, pour la première fois, diffusé des « appels » clandestins à la « jeune génération » (1861) et à la « jeune Russie » (1862), dont la violence, teintée de nihilisme, avait fait sensation. Afin d'épargner à la Russie les maux de la civilisation industrielle où s'était engagé l'Occident, ces appels se prononçaient pour la redistribution forcée de toutes les terres nobiliaires au profit de leurs ci-devant serfs, dût-on pour cela « tuer cent mille propriétaires fonciers » (*pomeščiki*). Au cri de « à vos haches ! », ces appels invitaient même les paysans déçus par l'émancipation à exterminer « sans pitié », par tous les moyens et jusque dans ses derniers retranchements « le parti impérial tout entier », et les « ignobles crapules » défenseurs de l'ordre existant, sans hésiter à répandre des « flots de sang » sous la direction du « parti [révolutionnaire] du peuple ».

Ces appels, qui ne seront pas étrangers au premier attentat contre l'empereur Alexandre II (avril 1866), avaient soulevé la protestation des fondateurs du populisme, Hercen en tête, contre ces « grands prêtres de la violence », et les risques de confiscation autoritaire de la révolution dont ils étaient porteurs. Leurs avertissements, dont on a rappelé le détail, ne seront pas entendus, comme l'atteste le cas, mieux connu, de Nečaev. Issu lui-même d'un milieu servile et membre de l'immense confrérie des « humiliés et offensés », Nečaev avait à son tour fait l'apologie de la révolte contre le régime établi, et misé sur une insurrection paysanne tenue pour imminente. Aussi avait-il placé son action sous le signe de l'urgence qui lui avait inspiré le *Catéchisme du révolutionnaire* auquel est attaché son nom.

Petit vade-mecum à l'usage du révolutionnaire clandestin, ce catéchisme décrivait la conduite que les « personnages révolutionnaires » avaient à adopter vis-à-vis d'eux-mêmes et de leurs camarades, ainsi qu'envers la société, et il offrait

un mélange singulier de nihilisme, de maximalisme révolutionnaire et d'intransigeance manichéenne, qui créait un nouveau précédent. Aussitôt publié par les autorités pour discréditer son auteur, ce texte précurseur avait provoqué la stupeur au sein d'une opinion publique alors en formation : outre l'invitation, de tonalité nihiliste, à détruire « l'immonde société [autocratique] le plus complètement et le plus radicalement possible », ce catéchisme contenait en effet la proposition qui énonçait les nouvelles règles du jeu révolutionnaire : « est moral tout ce qui contribue au succès de la révolution, immoral tout ce qui l'entrave ». D'où l'accusation d'immoralisme lancée contre Nečaev et ses semblables, qui n'avaient pas grand mal à la retourner contre l'« immonde » régime autocratique et sa pseudo-morale de convention déjà démasquée par les nihilistes.

Malgré sa condamnation à la réclusion perpétuelle, Nečaev ne devait pas rester sans postérité : son sens de l'organisation, son souci de clandestinité et sa volonté inflexible de tout subordonner au triomphe de la « cause » révolutionnaire devaient lui survivre, et faire école. Au point que l'accusation de « nétschaïévisme » sera fréquemment lancée par la suite, au sein même du camp révolutionnaire, à l'adresse des plus résolus, bolcheviks notamment ; et l'on a noté au passage que Staline gardera longtemps sur son bureau, au cours des années 1930, le dossier de Nečaev tiré des archives.

De fait, à la suite de la « marche au peuple » (1874), qui prouvait l'impossibilité de combattre l'autocratie pacifiquement et à visage découvert, les idées de Nečaev ne tarderont pas à être reprises, et perfectionnées, par son ancien condisciple et camarade de lutte, Tkačëv, qui lui avait plus d'une fois tenu la plume. Tirant les leçons de l'échec de la croisade populiste de 1874 au sein des campagnes, afin de commencer par les instruire avant de les arracher à leur loyalisme instinctif, Tkačëv avait repris et développé l'idée d'une organisation secrète, destinée à désorganiser le camp ennemi. Renforcé par la lecture de Marx dans sa volonté d'épargner à la Russie les maux de la civilisation industrielle capitaliste, Tkačëv misait lui aussi (en bon populiste) sur la commune paysanne, dont la modernisation économique en cours menaçait l'existence. Aussi partageait-il avec Nečaev un sentiment d'urgence, qui ne pouvait s'accommoder d'une stratégie à long terme visant tout d'abord à « instruire le peuple », afin de lui permettre, par la suite, de participer consciemment à une insurrection déclenchée en son nom. Pour Tkačëv, il incombait au contraire à l'élite intellectuelle de saisir le « moment favorable » pour renverser le régime établi, sans plus attendre que les masses aient rattrapé leur retard culturel présumé.

Dans cet esprit, Tkačëv se prononçait en faveur d'une organisation d'un type nouveau, capable de précipiter les événements et de forcer la décision en prenant la tête d'une révolte populaire tenue pour imminente. Attendre ne faisait que compromettre, à ses yeux, la cause populiste ; aussi plaidait-il, comme on l'a rappelé, pour un parti élitaire et discipliné de révolutionnaires-conspirateurs, minoritaires par définition, à même de prendre le pouvoir par un coup de force

et d'imposer sa dictature politique pour réaliser le programme populiste de révolution sociale au bénéfice du « peuple » paysan.

Si ses adversaires avaient aussitôt dénoncé les menaces de « dictature jacobine » en germe dans une telle stratégie, la brochure de Tkačëv sur *Les tâches de la propagande révolutionnaire en Russie* (Londres, 1874) n'en avait pas moins connu un retentissement considérable au sein des petits cercles qui composaient la nébuleuse populiste. Encore valorisées par une polémique publique avec Engels, qui leur avait assuré, en les « réfutant », une publicité involontaire, ces thèses ne tarderont pas à être reprises par les membres de la *Volonté du peuple*, responsable de l'assassinat (après maintes péripéties) du « tsar réformateur » Alexandre II, préalablement jugé à huis clos et décrété « ennemi du peuple », — expression apparue dans la mouvance de Nečaev et promise à l'avenir que l'on sait.

Ces divers épisodes brièvement passés en revue, restait à récapituler les principales caractéristiques léguées par les populistes à leurs successeurs, et qui entreront à titre de composantes dans le stalinisme à venir, comparable à un fleuve aux multiples affluents. Première composante : on notera (1) l'intransigeance anti-autocratique de la plupart des populistes, pratiquement unanimes dans leur volonté d'« anéantir jusqu'à la racine l'ordre établi », sans rien en laisser subsister. Mais, s'ils repoussaient tout compromis, même tactique, avec le régime en vue de sa libéralisation par étapes, ils tournaient également le dos au libéralisme d'inspiration occidentale, plus répréhensible encore à leurs yeux que l'autocratie tsariste. Car, ce que ces « amis du peuple » combattaient dans le régime tsariste était moins en effet l'absolutisme ou la privation de liberté que l'oppression sociale et nobiliaire. Communiant dans un même refus de toute troisième voie libérale, révolutionnaires et serviteurs du régime campaient ainsi chacun sur leurs positions, en s'anathémisant réciproquement ; et cette surenchère dans l'intransigeance marquait la vie politique d'un cachet d'extrémisme appelé à survivre bien après 1917.

A son tour, l'impatience révolutionnaire (2) constituait un autre aspect de l'héritage légué par les populistes. Motivée initialement par le désir de sauvegarder la commune paysanne (ou *mir*), que menaçait l'industrialisation accélérée du pays, cette impatience visera par la suite à épargner à la Russie une domination bourgeoise et capitaliste mise en évidence par Marx. D'où le désir de prendre les événements de vitesse, et un sentiment d'urgence qui se transmettra des populistes à Lénine et aux marxistes russes, et enfin à Staline, convaincu qu'il fallait rattraper en dix ans un retard de plus d'un demi-siècle pour éviter à l'Union Soviétique d'être colonisée par l'Occident, comme on le voit aujourd'hui. Cette notion d'urgence et de raccourci, propice à tous les dérapages, ne sera pas étrangère elle non plus à l'émergence du stalinisme. De raccourci en raccourci, et d'octobre 1917 à la collectivisation, l'impatience révolutionnaire contribuera elle aussi à façonner le visage du régime stalinien.

Combinée avec le rejet maximaliste de l'autocratie, cette volonté de court-circuiter l'étape capitaliste, avait à son tour engendré sinon un culte de la violence,

du moins une approbation et comme une culture de la violence (3), présente à chaque pas du mouvement révolutionnaire. Impatience et violence révolutionnaires allaient en réalité de pair : des premiers manifestes populistes à la « justice sommaire du peuple » de Nečaev, et de l'assassinat de l'« ennemi du peuple » Alexandre II à la « sainte guillotine » des bolcheviks au cours de la guerre civile, se dégageait une véritable apologie de la violence qui ne devait rien (semble-t-il) aux prédications de Georges Sorel. Donnée pour une réponse légitime à l'oppression servile et nobiliaire, cette contre-violence, exercée prétendument d'en bas, présentait même aux yeux de ses adeptes une valeur purificatrice, et comme sacrificielle, qui conférait à maintes vocations populistes une dimension à demi mystique. Comme on l'a souligné, cette diabolisation de l'adversaire, renvoyé aux « poubelles de l'histoire », et cet engrenage de violence et de contre-violence légitime qui caractériseront la période de la guerre civile (1918-1920), préexistaient très largement à Lénine et à son successeur qui se bornera, en un sens, à mettre en œuvre, sur une échelle encore inconnue, cette culture de la violence et l'étiquette passe-partout d'ennemi du peuple.

Ce recours avoué à la violence et à la terreur comme moyen de lutte légitime vaudra aux révolutionnaires tant populistes que S.-R. (socialistes-révolutionnaires) et marxistes d'être accusés d'immoralisme (4). Une accusation qu'ils n'avaient pas de peine à retourner à l'expéditeur : leur prétendu « immoralisme » n'était en réalité (faisaient-ils valoir) que refus des conventions mensongères et de la soi-disant morale d'une société qui s'accommodait fort bien de l'oppression du plus grand nombre au profit d'une minorité de privilégiés. Mis à la mode par les nihilistes et poussé à l'extrême par le *Catéchisme du révolutionnaire* de Nečaev, ce renversement des valeurs morales communément admises ouvrait la porte aux pires excès. En levant le tabou de la violence, et en proclamant « moral », à la suite de Nečaev, « tout ce qui contribue au triomphe de la révolution », les populistes frayaient ainsi la voie à tous ceux pour qui le jugement de l'Histoire tiendra lieu de règle de conduite et de justification, ou même d'absolution. Dans ce même esprit, les bolcheviks n'hésiteront pas à adopter au cours de la guerre civile le slogan : « ils sont sans pitié, soyons sans pitié ». Directement emprunté à Nečaev et à l'aile révolutionnaire du populisme, ce slogan survivra à la guerre civile, et reprendra du service au cours des années 1930, où les responsables s'emploieront à couper sans relâche les têtes de l'opposition, comme naguère les révolutionnaires celles de l'« hydre autocratique ».

Non moins déterminante pour le cours ultérieur de la révolution en Russie, apparaît la relation inégalitaire (5) entre les élites révolutionnaires et le simple « peuple », ou (pour reprendre l'expression d'un mentor populiste) entre « l'aristocratie du savoir » et la « démocratie de l'ignorance ». Le manque d'instruction des couches populaires et, au premier chef, de la paysannerie, plaçait en effet populistes et marxistes devant un dilemme redoutable : ou bien lesdites élites commençaient par éduquer le peuple au risque de repousser *sine die* la révolution espérée ; ou bien elles l'encourageaient à se révolter sans plus tarder, avant qu'il

ne soit en état de formuler par lui-même son programme et la stratégie à adopter. Dans chaque cas la révolution risquait donc d'être trahie par excès soit de lenteur, soit de précipitation.

Si leur engagement au service du peuple interdisait aux plus convaincus de lui forcer la main, tous ne partageaient pas ce genre de scrupules. Misant sur « l'instinct révolutionnaire » du peuple, dont ils disputaient la direction à l'autocratie, les plus résolus s'autorisaient au contraire à parler en son nom, sans en avoir reçu mandat et en dépit de sa passivité persistante. Le risque était, dès lors, que la minorité consciente et cultivée n'arrache le pays à la tutelle du pouvoir autocratique que pour le replacer sous la sienne propre, en lui apportant son émancipation par en-haut et en récusant, le jour venu, comme insuffisamment éclairées les objections de leurs protégés. Jouait de surcroît dans le même sens la conception que se faisait un Tkačëv, ou encore un Lénine, de l'« organisation » à créer pour mener le combat contre l'autocratie : celle d'une avant-garde récusant toute spontanéité populaire au nom de la conscience et du savoir dont elle se jugeait dépositaire. Raisonnablement comparable, notons le, à celui par lequel le pouvoir tsariste justifiait sa propre domination sur un peuple « inculte » (*temnyj*), maintenu en tutelle pour son propre bien.

Dernier trait enfin : un refus viscéral du libéralisme (6) commun à tout le camp révolutionnaire russe non moins qu'à l'autocratie. De Černyševskij à Nečaev, et de Tkačëv à Lénine et aux bolcheviks, les révolutionnaires — populistes ou non — ne voyaient dans le libéralisme (d'inspiration avant tout occidentale) qu'un « compromis répugnant ». Non seulement ils estimaient qu'un régime représentatif ne pouvait jouer en Russie qu'au bénéfice des seules classes cultivées, qui se poseraient en intermédiaires obligés entre le monarque et ses sujets ; mais l'idée d'atteindre pacifiquement ses objectifs par voie de compromis, de transactions, de « petits pas » était contraire à l'impatience des révolutionnaires qui se refusaient à dissocier, pour leur part, révolution politique et révolution sociale. Qui plus est le libéralisme, avec son formalisme juridique et son culte de la loi et du droit, leur paraissait (tout comme le parlementarisme « bourgeois ») étranger à la tradition russe, plus éprise quant à elle de « justice » et de « vérité ». Ainsi rejetaient-ils toute troisième voie entre autocratie et révolution, et ils préféraient miser sur la subversion totale du régime, par voie de dictature démocratique, et non sur sa transformation progressive par voie de réformes plus ou moins organiques.

Antilibéralisme, apologie de la violence, impatience révolutionnaire, renversement des valeurs morales traditionnelles, recherche de « raccourcis », ... ou mise en tutelle d'un peuple réduit au rôle d'exécutant d'une stratégie et d'un programme élaborés en dehors de lui et à son insu — les militants les plus résolus répondaient à l'intransigeance de l'autocratie et à sa « violence légale » par une intransigeance non moindre, et cette culture maximaliste frayait la voie au maximalisme bolchevik et à l'ascension ultérieure de Staline.

Une fois de plus, cette tendance à combattre l'autocratie avec ses propres armes avait suscité les appréhensions de tous ceux qui, — de Hercen à Lavrov, et à Plekhanov — craignaient le poids de la tradition étatique en Russie et les risques de dérive absolutiste à la faveur d'une révolution conduite et encadrée par une petite poignée de « personnages révolutionnaires » à la Nečaev ou à la Tkačëv. A ces craintes d'une dérive « jacobine » ou autoritaire, ces derniers répondaient (comme le feront par la suite Lénine et les bolcheviks) qu'ils formaient une élite, unie par des liens étroits de camaraderie et, par définition, vertueuse, que le pouvoir ne saurait corrompre, et qu'ils ne sauraient en conséquence tolérer eux-mêmes aucune tyrannie. Qui mieux est, leur idéal socialiste, qui postulait une société juste et harmonieuse, suffisait à écarter tout risque de confiscation du pouvoir contre lequel il était donc vain de se prémunir.

**

Avec l'apparition du marxisme en Russie, ces craintes ne tarderont pas à resurgir, et elles ne seront pas étrangères à la scission bien connue de 1903 qui verra s'affronter mencheviks et bolcheviks. Alors que les populistes n'étaient pas parvenus à prendre pied dans les campagnes, où leurs appels à la révolte n'avaient trouvé aucun écho, ou presque, les disciples de Marx avaient, quant à eux, réussi à prendre contact, vers le tournant du siècle, avec le monde ouvrier, dont l'industrialisation en cours de la Russie favorisait le développement. Le succès rencontré, dans le sillage de Plékhanov, par les idées de Marx en Russie avait même conduit à la création, en mars 1898, du P.O.S.D.R. (ou Parti ouvrier social-démocrate de Russie), par définition clandestin et conspiratif. Ce parti d'inspiration marxiste une fois fondé, restait à en élaborer le programme, dont la discussion fera l'objet du congrès mémorable de Bruxelles-Londres (été 1903) ; et c'est dans cette perspective que Lénine avait publié en 1902 sa brochure *Que Faire ?*, tenue généralement pour l'acte de naissance du bolchevisme, mais qui mérite davantage encore d'être considérée comme l'acte fondateur du marxisme-léninisme et, par-delà, du stalinisme, ainsi qu'on s'est efforcé de le démontrer à la lumière des polémiques que cet opuscule avait aussitôt suscitées.

Dans cet opuscule, Lénine s'était tout d'abord appliqué, on le sait, à réfuter les thèses de l'« économisme », qui invitait les marxistes russes à s'associer, dans un premier temps, à la lutte de l'opposition libérale, en vue d'arracher au tsarisme les libertés publiques jugées indispensables pour permettre à la classe ouvrière en formation de s'organiser et de faire prévaloir ultérieurement, dans un second temps, ses propres objectifs. Au risque de mettre le mouvement ouvrier au service d'une cause qui n'était pas la sienne, et de le priver, le jour venu, des fruits de la révolution attendue.

Priorité à l'éducation ou au soulèvement révolutionnaire ? Révolution par étapes ou à l'arraché ? Compromis de circonstance avec les libéraux ou impatience et maximalisme révolutionnaires ? On retrouvait là les questions auxquelles les

populistes s'étaient déjà heurtés dans le passé, et auxquelles Lénine apportait maintenant sa réponse dans l'esprit de la *Volonté du peuple* et de Tkačëv. Comme on le sait, le futur leader bolchevik se prononçait en effet dans *Que Faire ?* pour un parti de « révolutionnaires professionnels », appelés à mener de front la lutte politique contre l'autocratie et la lutte économique contre les employeurs capitalistes, qui avaient très largement partie liée et qui devaient donc être combattus simultanément. Ainsi chargés d'apporter de l'extérieur au monde ouvrier la conscience de classe socialiste qu'il ne pouvait acquérir « spontanément » par lui-même dans le domaine limité qui était le sien, ces militants révolutionnaires devaient pour cela répudier, selon Lénine, l'amateurisme fatal à tant de leurs prédécesseurs et se transformer en véritables professionnels de la révolution. Combattre l'autocratie (et non pas seulement le patronat) exigeait en effet un parti clandestin, centralisé et discipliné de militants professionnels, soigneusement sélectionnés parmi les plus conscients, qui auraient donc assez le sens de leurs responsabilités pour suppléer au déficit de la démocratie au sein du parti, et prévenir ainsi toute confiscation du pouvoir.

Favorablement accueillie par toute une fraction de l'intelligentsia révolutionnaire à qui elle confiait un rôle grisant d'avant-garde, cette conception élitiste, autoritaire et centralisatrice contenait par avance tous les ingrédients de ce qui allait devenir le bolchevisme. Aussi s'était-elle heurtée, à peine formulée, aux objections prémonitoires de tous ceux qui se refusaient, Plékhanov en tête, à « soumettre la lutte ouvrière spontanée à la conscience » socialiste, dont les militants professionnels étaient réputés dépositaires. Ces objections tournaient, pour l'essentiel, autour de trois points principaux : placer (1), comme le faisait Lénine, le mouvement ouvrier à la remorque d'une intelligentsia à la conscience socialiste infuse, aboutissait à condamner les ouvriers à une « obéissance sans réplique » (héritée en droite ligne de l'autocratie) et à « asservir le moi révolutionnaire collectif » de la classe ouvrière au « moi subjectif » de l'intelligentsia. Alors qu'il fallait aider le monde ouvrier à s'organiser et favoriser la formation d'une élite ouvrière capable de prendre ses destinées en main, Lénine (sous couleur de combattre l'économisme) exagérait dans l'autre sens ; et, par le renversement néfaste des relations entre des masses sans volonté et une intelligentsia hégémonique, il aboutissait en réalité à faire de cette dernière tout à la fois le « sauveur du prolétariat », le « démiurge de la révolution socialiste », et comme une « super-intelligentsia » omnisciente et toute-puissante, soustraite par définition au contrôle de sa base ouvrière.

Autre objection (2) : cette tutelle envahissante de l'intelligentsia, encore renforcée par les exigences de la lutte clandestine, ne pouvait manquer d'engendrer à son tour un centralisme toujours plus poussé, de type « jacobino-bureaucratique », fondé sur une discipline autoritaire, aux antipodes de l'autodiscipline librement consentie, seule authentiquement démocratique. Qui plus est, la lutte contre une spontanéité souhaitable en elle-même ne pouvait qu'aboutir à lui

« substituer le pouvoir absolu d'un organisme central », agissant prétendument au nom des masses, mais sans autre mandat en réalité que de lui-même.

Enfin (3), non content d'inaugurer, au nom du primat de la conscience, un véritable « culte du révolutionnaire professionnel », Lénine fonçait tout droit vers la « dictature de fait » des théoriciens du parti, ou encore (pour Rosa Luxemburg) vers la dictature de « Son excellence le Comité Central » du parti socialiste, détenteur du pouvoir suprême au sein du parti, et son guide tout-puissant. Or quelle garantie avait-on, en l'absence de toute forme de « démocratisme institutionnel », que ce comité central ne ferait jamais fausse route, et ne succomberait pas lui-même à l'opportunisme ? Faudrait-il dès lors instaurer une tutelle sur la direction elle-même, et comme une « super-direction » d'une pureté idéologique irréprochable et au-dessus de tout soupçon ? Et n'aboutirait-on pas, dans cette escalade vers un degré de conscience toujours supérieur, à ce qu'« un dictateur se substitue finalement au Comité central » lui-même ? — préviendra l'année suivante (1904) le jeune Trotsky, en écho aux avertissements toujours actuels des populistes les plus lucides.

Arrêtons ici le rappel de ces objections qui démontraient, une fois de plus, que les germes du stalinisme préexistaient de toute évidence à Staline. Pourtant, en dépit de leur bien-fondé, ces avertissements des chefs de file marxistes ne devaient nullement jeter le discrédit sur la brochure-manifeste de Lénine. Bien au contraire : le besoin, face à l'autocratie, d'une organisation cohérente était trop fortement ressenti par des militants dispersés et impuissants pour ne pas rallier à Lénine toute une fraction de la jeune élite marxiste. Investie par *Que Faire ?* de la mission d'apporter au monde ouvrier la conscience socialiste dont elle se voulait porteuse, cette « intelligentsia des [petits] cercles » voyait s'ouvrir devant elle un champ d'action inespéré. D'où l'écho soulevé par cette brochure qui parlait un langage familier aux sujets de l'autocratie et à tous les futurs « bolcheviks de l'intérieur », privés de toute autre expérience politique concrète que celle de l'autocratie.

Récapitulons : rejet de la spontanéité populaire et mise en tutelle des masses traitées en mineures ; direction à tendance hégémonique d'une avant-garde à la science infuse et soustraite à tout contrôle démocratique de la base ; principe d'une obéissance « mécanique » à ses dirigeants naturels et prétention de l'avant-garde à diriger l'ensemble de la société ;... ou encore refus de toute forme de libéralisme, — on reconnaissait là, sous des dehors en apparence rénovés, le vieux fonds autocratique qui imprégnait à 999 % (au dire même de Lénine) l'ensemble de la société russe. Car il ne suffisait pas de combattre l'autocratie pour cesser d'en subir l'attraction. Et déjà se profilait à l'horizon, à l'intersection de cet héritage autocratique, du legs révolutionnaire populiste, et du marxisme d'obéissance léninienne la silhouette de Staline et du stalinisme, dont les racines plongeaient en réalité profondément dans le terreau national.

En faisant ainsi parler russe au marxisme, la brochure de Lénine était également de nature à lui rallier une petite élite ouvrière en formation, à qui le parti bolchevik

nouveau-né offrait une promotion inespérée en chargeant ses membres de porter à leurs camarades les lumières du socialisme. Le fils du petit savetier géorgien ne tardera pas à s'affirmer comme le type même du militant clandestin de l'intérieur, prêt par avance à assumer la direction, vite hégémonique, des masses ouvrières, en faisant appel à la discipline et à une obéissance sans faille de la base envers le sommet. De fait, les thèses de Lénine attiraient de préférence à lui les révolutionnaires de la trempe de Staline, prêts à « guider », à « diriger », à « organiser » et à « commander », comme sa biographie officielle décrira par la suite le rôle de Staline dans la révolution de 1905. On reconnaissait là le prototype de révolutionnaire professionnel que sa « conscience d'avant-garde », jointe au « centralisme organisationnel » de *Que Faire ?*, prédestinait à devenir l'un des dirigeants appelés (par droit de naissance ouvrière) à incarner les aspirations des masses laborieuses et à en réprimer au besoin toute spontanéité.

Passé 1905, qui avait fourni à Lénine l'occasion de mettre à l'épreuve ses militants professionnels et de préciser sa stratégie révolutionnaire, le découragement qui décimait les rangs bolcheviks permet par contraste à Staline de marquer des points. Son énergie, son sens de l'organisation et son esprit de décision, lors notamment de l'attaque de la banque de Tiflis (juin 1907) et de quelques autres « expropriations », signaleront le « merveilleux géorgien » à l'attention de Lénine, alors financièrement aux abois ; et la fidélité à toute épreuve de Staline lui vaudra d'être nommé (janvier 1912) membre du Comité central du parti bolchevik et placé à la tête du « Bureau russe » chargé de coordonner les activités du parti et de ses militants à l'intérieur de l'empire.

Remettant à l'année suivante le détail de sa biographie, on a seulement rappelé que, lors de ses détentions préventives et de ses assignations à résidence successives, Staline s'était (comme nombre de bolcheviks de l'intérieur) familiarisé avec l'arbitraire de l'administration tsariste qui ne se souciait guère d'éveiller dans la population la notion de droit et de respect de la loi. Et c'est de Sibérie orientale où il est « exilé administratif » qu'il assiste à la guerre, puis à la révolution de février 1917, qui offre à Lénine l'occasion d'appliquer la stratégie mise au point à la suite de la révolution de 1905-1906. S'ouvre alors un chapitre nouveau dans la marche au régime qui recevra le nom de « stalinien ».

*

**

L'autocrate renversé, restait à renverser l'autocratie. Sans entrer dans le détail de la lutte politique au jour le jour, on a rappelé que les révolutionnaires de Février, et le gouvernement provisoire constitué avec leur accord, s'étaient donné pour tâche d'extirper l'héritage autocratique et de faire prévaloir le règne de la loi et du droit, dont les sujets du tsar n'avaient guère fait l'expérience jusque là. Cette volonté de rupture avec le passé tsariste, qui caractérise la révolution de Février, avait aussitôt inspiré les premières mesures du nouveau gouvernement, destinées à empêcher tout retour à l'ancien régime : abolition des titres et privi-

lèges nobiliaires, de la Table des rangs (ou « dictature du *tchin* ») et de toutes discriminations sociales et religieuses ; instauration d'une complète égalité de droits ; rétablissement de l'indépendance (au moins relative) de la justice, instaurée en 1864 ; proclamation enfin — en vue de la réunion de l'Assemblée Constituante — des libertés publiques, vainement réclamées en 1905. Au point que la Russie était devenue en pleine guerre, de l'aveu même de Lénine, le pays le plus libre de tous les États belligérants.

C'est cette mise en œuvre de la « révolution démocratique-bourgeoise », destinée à implanter en Russie les acquis de l'Occident libéral, conformément au programme-minimum de la social-démocratie, que Lénine, rentré en toute hâte en Russie (début avril 1917), avait aussitôt combattue en lui opposant ses Thèses d'avril bien connues, que l'on a brièvement évoquées. Iconoclastes, ces thèses, qui posaient la candidature des soviets au pouvoir et mettaient la révolution socialiste à l'ordre du jour, avaient aussitôt soulevé une tempête de protestations, jusque dans les rangs de ses plus fidèles lieutenants, dont on a rappelé les principales objections, bien résumées par Kamenev. En tournant prématurément la page de la révolution démocratique bourgeoise, qui commençait à peine à répudier un héritage autocratique omniprésent, Lénine faisait peser (à en croire Kamenev) une charge excessive sur les épaules de la seule Russie. Cette dernière n'avait encore réalisé, en effet, ni sa révolution de 1789, ni celle de 1848, et elle commençait tout juste l'apprentissage des libertés publiques, étape indispensable pourtant de la marche vers le socialisme. Prétendre, dans ces conditions, mettre, sans plus attendre, la révolution socialiste à l'ordre du jour, ne pouvait que faire le jeu, tout comme en décembre 1905, des forces réactionnaires.

Dans le même esprit, les mencheviks et leur chef de file Plékhanov avaient eux aussi objecté l'inachèvement de la révolution démocratique bourgeoise, et ils avaient reproché à la stratégie léninienne de faire l'impasse sur les libertés publiques et l'éducation démocratique, nécessairement préalable, du pays. Une fois encore, on le voit, avertissements et mises en garde n'avaient pas manqué contre les risques de dérapage vers un socialisme non démocratique que la stratégie élaborée par Lénine faisait courir à la révolution.

Ces nouveaux avertissements avaient été balayés par Lénine qui misait sur l'internationalisation de la révolution russe, et qui comptait sur son parti bolchevique pour orienter dans la bonne voie, dans l'esprit de *Que Faire ?*, les forces révolutionnaires. Refusant, avec la même impatience que ses prédécesseurs populistes, de laisser la « bourgeoisie » se consolider en Russie à la faveur de la révolution « démocratique-bourgeoise » en cours, Lénine n'avait pas tardé au contraire à mettre l'« insurrection armée » à l'ordre du jour. Le putsch de Kornilov (25 août-1^{er} septembre), qui avait eu pour principale conséquence de donner la majorité au parti bolchevique dans les soviets des deux capitales notamment, lui en avait fourni l'occasion. Ce principe de l'insurrection n'avait toutefois pas été adopté sans mal et certains membres du comité central bolchevique, Zinoviev en tête, l'avaient ardemment combattu.

Deux thèses, une fois de plus, s'affrontaient : fallait-il, comme le recommandait Zinoviev, attendre le Congrès des soviets, dont la réunion était prévue pour le 20-25 octobre, sans anticiper ses décisions ? Ou devait-on, au contraire, renverser le gouvernement provisoire par voie d'insurrection avant la réunion dudit congrès, pourtant réputé souverain ? Question essentielle, dont on s'est efforcé de faire ressortir les enjeux : attendre le Congrès et laisser ce dernier décider du sort du gouvernement provisoire, c'était reconnaître la souveraineté du Congrès et, à travers lui, des soviets, comme instance démocratique suprême, — en attendant du moins la réunion (maintes fois repoussée) de l'Assemblée constituante. A l'inverse, déclencher, sans plus attendre, l'insurrection et mettre le Congrès devant le fait accompli revenait à affirmer le primat du parti bolchevique qui — loin d'être porté démocratiquement au pouvoir par l'organe suprême des soviets — remettait au contraire le pouvoir à ce dernier, après l'avoir arraché des mains du gouvernement provisoire.

Attendre ou devancer la réunion du congrès ? Le doute, pour Lénine, n'était pas permis ; c'est pourquoi, non content de l'avoir déclenchée, il attendra la victoire de l'insurrection pour se présenter devant le Congrès : non pas en chef de parti qui sollicite l'investiture, mais en stratège de l'insurrection qui invite les députés à le rejoindre dans la tâche d'« édification de l'ordre socialiste », dont il avait seul pris l'initiative. Ainsi cantonnés dans un rôle subalterne de ratification, les soviets ne se voyaient en conséquence reconnaître qu'une souveraineté pour ainsi dire limitée, tandis que le parti bolchevique avait désormais barre sur eux, et se trouvait ainsi doté d'une légitimité d'un ordre supérieur : celle de « constructeur » du socialisme. L'abaissement ultérieur des soviets découlait donc à terme de la stratégie léninienne qui faisait ainsi peser par avance une lourde hypothèque sur la démocratie soviétique en cours d'adoption.

Dans l'immédiat, l'insurrection d'Octobre avait surtout pour résultat d'interrompre, comme on l'a souligné, le démantèlement de l'héritage autocratique, entamé huit mois plus tôt par le régime de Février. Un instant envisagé en février, le règne du droit et de la loi s'éloignait de nouveau à l'horizon sans que les citoyens aient été préparés en si peu de temps à faire barrage à une contre-offensive de type autoritaire ou absolutiste. Vue sous cet angle, l'insurrection d'Octobre faisait incontestablement œuvre de restauration, comme l'attestaient aussitôt les premières mesures du nouveau régime.

Parmi ces mesures initiales, adoptées dans l'attente ou en prévision de l'Assemblée constituante, l'analyse a porté plus particulièrement sur celles qui étaient de nature à justifier les craintes d'une dictature partisane, si souvent exprimées depuis les années 1860, à savoir : l'abolition de la liberté de presse, la réforme de la justice, et la mise en état d'arrestation, comme « ennemis du peuple », des dirigeants cadets.

Première mesure : la révolution d'Octobre n'avait pas quarante-huit heures que le nouveau gouvernement bolchevique abolissait par décret (27 octobre/9 no-

vembre) la liberté de presse établie huit mois plus tôt, dès le lendemain de la révolution de Février. Adopté d'urgence et à titre « provisoire » (dans la meilleure tradition autocratique), ce décret instruisait le procès de la liberté de presse qui ne profitait, à l'en croire, qu'aux seules classes privilégiées. Malgré quelques protestations au sein même du gouvernement, ce décret entraîne aussitôt la suspension — en pleine campagne pour l'Assemblée constituante — des journaux d'opposition, cadets notamment, dont les imprimeries sont confisquées une semaine plus tard, en même temps que le gouvernement les prive de toutes recettes publicitaires, soumises désormais à autorisation préalable. Cette série de mesures contre la liberté de la presse, symbole même de la lutte contre l'autocratie, portait atteinte à l'une des principales conquêtes de la révolution de Février. Aussi avait-elle soulevé une tempête de protestations de la part non seulement des cadets, mais aussi des organes socialistes de la capitale, dont on a donné un rapide aperçu. La plupart s'accordaient à dénoncer les nouveaux Pobedonoscev bolcheviks et leur « contre-révolution de gauche » qui ramassait dans la poussière « le drapeau répugnant de l'intolérance et de l'obscurantisme tsaristes ». « L'autocratie est de retour », titrait même l'organe des socialistes-révolutionnaires, déjà interdit en 1906, et plus que jamais « résolu à ne pas mourir ». Vaines protestations : ce décret, qui ne sera jamais rapporté, ne pouvait manquer de faciliter le jour venu la mise au pas du pays et l'avènement d'une dictature qui n'aurait pu survivre à la libre concurrence des idées et des formations politiques.

Cette inspiration anti-libérale des nouveaux responsables bolcheviks leur avait également dicté le décret sur la justice (22 novembre/5 décembre) qui énonçait les nouveaux principes de la justice populaire, et qui a fait pour cette raison l'objet d'une analyse plus approfondie. Une fois encore, les dirigeants bolcheviks, loin de garantir et de consolider les conquêtes de la révolution démocratique de Février, en avaient au contraire pris le contre-pied. A peine le régime autocratique renversé, le premier gouvernement provisoire (constitué le 2 mars 1917) avait en effet remis en vigueur la réforme de la justice de novembre 1864 qui avait introduit un certain nombre de principes alors nouveaux en Russie, et notamment : la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire et la garantie pour ce dernier d'un minimum d'indépendance. En raison même de son « libéralisme », cette réforme de 1864, qui garantissait également les droits de la défense, avait subi depuis lors maintes restrictions, au point que son rétablissement intégral maintes fois réclamé au cours des années 1905-1906, avait fait l'objet, dès mars 1917, d'un des premiers décrets destinés à interdire tout retour à l'arbitraire, autocratique ou non.

A ces principes, assimilés désormais à la « dictature de la bourgeoisie » et à sa justice de classe, le régime bolchevik oppose au contraire « l'élan révolutionnaire des masses » qui ignore par définition toutes normes juridiques intangibles, et il crée, par décret du 22 novembre 1917 (*dekret o sude*), de nouveaux « tribunaux révolutionnaires de classe » fondés sur la « conscience légale du peuple travailleur », en vertu du principe : à État de classe, justice de classe.

Rejetant toute forme de séparation « artificielle » des pouvoirs au nom de la lutte héroïque pour le socialisme, qui postule au contraire une parfaite identité de vues entre les différents organes du pouvoir, les dirigeants bolcheviks font l'apologie de « l'unité et de la concentration des pouvoirs » ; et, lors du premier anniversaire de la révolution d'Octobre, le ministre de la Justice n'hésitera pas à s'écrier : « A bas les lois ! Vive la conscience révolutionnaire du peuple ! », — en écho à la « justice sommaire du peuple » de Nečaev, qui excluait lui aussi tout droit à la défense et toute possibilité d'appel.

A l'instar de leurs prédécesseurs populistes, qui opposaient déjà le sens populaire de la justice-équité (*pravda*) au formalisme juridique du droit écrit (*pravo*), les bolcheviks agissaient en justiciers plutôt qu'en juristes, et frayaient ainsi la voie au rétablissement de l'arbitraire et de l'oppression. Comme on l'a souligné, les procès politiques des années 1920 et 1930 découlaient directement de cette conception d'une justice de classe (ou « justice rouge »), entièrement inféodée au pouvoir et à son service, mise en place d'emblée par les bolcheviks qui se faisaient gloire d'avoir « détrôné Thémis ». Ces pratiques survivront en effet à la guerre civile qu'elles contribueront à engendrer, et elles ne seront pas étrangères à l'avènement du régime stalinien profondément enraciné, répétons le, dans le passé révolutionnaire non moins qu'autocratique.

Autre mesure : les cadets qui ne voulaient voir dans le gouvernement bolchevique qu'un gouvernement de fait et qui réclamaient en conséquence « tout le pouvoir à l'Assemblée constituante » à venir, sont déclarés « ennemis du peuple », et leurs dirigeants placés en état d'arrestation. Publié le 30 novembre, ce décret gouvernemental, qui accusait les cadets de menées contre-révolutionnaires et mettait leurs leaders hors la loi, avait pris la forme d'un véritable réquisitoire : présomption de culpabilité, accusations sans preuves, pratique de l'amalgame, condamnation préfabriquée et sans droit à la défense, ... — on reconnaissait là par avance la plupart des ingrédients des procès dits « staliniens », et l'étiquette d'« ennemi du peuple », reprise du vocabulaire populiste et employée officiellement pour la première fois, entamait déjà une brillante carrière. Véritable défi à la séparation des pouvoirs, ce décret, qui modifiait unilatéralement par surcroît la composition de la future Constituante, créait un redoutable précédent. Pour toutes ces raisons, il avait aussitôt soulevé les protestations indignées des journaux socialistes encore en vie, sur l'air : aujourd'hui les cadets, à qui le tour demain ?

A travers les cadets, les bolcheviks visaient en réalité l'Assemblée constituante où ils n'avaient obtenu qu'un quart des sièges, contre plus de la moitié aux socialistes-révolutionnaires, et qui risquait de remettre en cause l'existence même du nouveau régime soviétique de classe. Assemblée constituante ou pouvoir des soviets ? Malgré les divergences au sein de son équipe gouvernementale, Lénine voyait dans la Constituante élue au suffrage universel un « pas en arrière » vers le « vieux parlementarisme » de type occidental, tout juste bon à camoufler la « dictature de la bourgeoisie ». Aussi le Premier bolchevik était-il par avance résolu à ne pas tolérer cette assemblée rivale, couronnement de la révolution anti-

absolutiste de février, et où les bolcheviks se retrouvaient en minorité. De fait, dès la première et unique séance (5 janvier 1918), l'un des orateurs les plus en vue : le socialiste Ceretelli, avait prononcé contre le régime des bolcheviks un réquisitoire implacable, dont on a rappelé l'essentiel. Reprochant aux bolcheviks de fouler aux pieds les libertés démocratiques, l'ancien leader du soviet de Pétrograd avait clairement dégagé l'enjeu du débat en opposant dans un discours mémorable deux formes de socialisme : d'un côté le socialisme démocratique, respectueux de la souveraineté nationale reconnue par le peuple tout entier, garant dans son ensemble des libertés politiques, et de l'autre, la dictature soi-disant socialiste d'une minorité partisane, qui prétendait brûler les étapes et réaliser le socialisme sans laisser au prolétariat le temps de s'organiser par lui-même et de prendre en main sa propre émancipation et, par delà, celle de l'humanité tout entière. Prématurée, l'entreprise bolchevique ne pouvait conduire, prévenait-il, qu'à la faillite, au chaos et à la guerre civile qui ne manquerait pas d'être fatale au camp socialiste tout entier.

Cet avertissement, qui tentait, après beaucoup d'autres, de conjurer le spectre de la dictature, ne sera pas et ne pouvait guère être entendu. Confiant dans son parti pour entraîner les masses à sa suite, et rallier ainsi (dans l'esprit de *Que Faire ?*) la majorité du pays à sa cause, Lénine avait aussitôt dissous ce « parlement d'un jour », non sans soulever de nouvelles protestations. Cette dissolution, qui sonnait le glas des libertés publiques, ne pouvait manquer de replonger la Russie dans un nouveau despotisme, — protestent aussitôt, Gorki en tête, nombre de personnalités du camp non bolchevique. De fait, pour faire ratifier les décrets fondateurs du nouveau régime, repoussés par la Constituante, Lénine convoque aussitôt après, un Congrès extraordinaire des soviets (10-18 janvier 1918), qui ratifie docilement la *Déclaration des droits du peuple travailleur et opprimé* mise au point par les bolcheviks. Équivalent « socialiste » de la Déclaration « bourgeoise » de 1789, ce texte servira de Préambule six mois plus tard à la constitution votée par le Congrès suivant (juillet 1918), qui consacre le nouveau régime soviétique en faisant des soviets l'armature de l'État en cours de reconstruction.

A la différence toutefois de la Déclaration de 1789, qui posait en principe l'égalité de droits de tous les citoyens (décrétée à son tour par la révolution de Février) et leur reconnaissait des droits imprescriptibles en tant que personnes, la Déclaration de janvier 1918 divisait le pays en deux catégories de citoyens, selon leurs origines sociales : les citoyens de plein droit, et les citoyens de seconde zone, exclus du bénéfice et de la protection des lois. Inégalitaire et discriminatoire, cette Déclaration sera complétée et renforcée par la constitution adoptée six mois plus tard, qui érige le socialisme en nouvelle idéologie officielle d'État (définie par le seul parti bolchevique, en la personne de ses dirigeants) et prive de tout droit les membres des anciennes classes « privilégiées et exploiteuses », longuement énumérées à l'article 61, dont on a rappelé le détail. Cette catégorie d'exclus, privés par la Constitution elle-même de leurs droits civiques (et personnels), créait elle aussi un précédent redoutable, et elle ouvrait la voie à bien d'autres exclu-

sions, puisqu'il suffira de ne pas professer la doctrine socialiste officielle, ou sa variante du jour, pour se voir retranché de la communauté nationale, et privé de ses droits civiques, en vertu de la règle implicite : le citoyen loyal n'a nul besoin d'invoquer la protection des lois, et l'opposant ne saurait s'en prévaloir.

A ce titre, cette constitution de juillet 1918, qui faisait de la nouvelle Russie révolutionnaire une République socialiste et soviétique, reposant tout entière sur une pyramide de soviets où les classes dites laborieuses et exploitées se trouvaient seules représentées, était une constitution en trompe-l'œil, qui ne créait en réalité qu'une démocratie limitée et sous tutelle. Les soviets n'y détenaient en effet que l'apparence du pouvoir, dont les leviers se trouvaient aux mains des bolcheviks. La subordination des soviets avait même commencé dès le 25 octobre 1917, où Lénine avait mis le Congrès devant le fait accompli de l'insurrection bolchevique, et amorcé ainsi sa transformation en une simple chambre d'enregistrement. Il devait en aller de même des congrès suivants, chargés essentiellement de ratifier les mesures qui leur étaient présentées par le « conseil des commissaires du peuple » (*Sovnarkom*), maître de l'ordre du jour et de la date de leurs sessions-éclairés. Dans le même temps, les syndicats avaient connu eux aussi une mise au pas comparable, dont on a brièvement retracé les étapes. Au terme de cette évolution, le parti communiste, qui avait progressivement évincé (à la faveur de la guerre civile) toutes les autres formations politiques, se retrouvait seul responsable du nouveau régime socialiste et seul habilité à le définir ; et, bien que la Constitution n'ait nullement mentionné son existence, il exerçait déjà un monopole de fait sur l'ensemble de la vie politique. La tradition anti-parlementaire et anti-libérale héritée du passé s'était avérée la plus forte ; et le « Parti », détenteur d'une légitimité supérieure à tout autre, était ainsi en passe de substituer sa propre dictature, en la personne de son Bureau politique, à celle du prolétariat. Bref, le « substitutisme », dénoncé naguère par Trotsky, qui adorait maintenant ce qu'il avait brûlé, commençait déjà à s'affirmer.

Ces diverses données une fois rappelées, on s'est attaché à en esquisser le bilan du point de vue qui était le nôtre. Car la genèse du « stalinisme » était allée bon train durant cette période initiale de *Sturm und Drang* révolutionnaire, où les normes et garanties démocratiques avaient été passablement malmenées. Exclusion de catégories entières de citoyens et discriminations prétendument positives ; majorités de commande et confiscation de la vie politique par élimination de tout parti concurrent ; justice de classe, partielle et inégalitaire, ... disqualification, enfin, des libertés politiques (et démocratiques) formelles, — les adversaires des communistes, en Russie comme à l'étranger, avaient beau jeu de dénoncer le retour de l'arbitraire, et de condamner la dictature partisane des bolcheviks et leur révolution anti-libérale et despotique, aux antipodes d'un socialisme démocratique et de liberté. Or, comme la démocratie ne se divise pas, le parti communiste ne pouvait la refuser aux autres partis sans se la refuser, à terme, à lui-même, ni les priver de liberté sans s'en priver lui-même. A cet égard, sa situation de monopole idéologique et politique, parfaitement conforme au demeurant aux

thèses léniniennes de *Que Faire ?*, constitue donc bien l'une des sources — et non la moindre — du stalinisme à venir, qui n'aurait pu résister ni survivre à la libre concurrence des idées et des formations politiques.

*

**

De par sa nature même, et en raison de l'anathème qu'elle jetait sur des catégories entières de la population, la révolution d'Octobre portait en germe la guerre civile, dont on a retenu deux aspects principaux : le recours à la terreur, et les transformations de la société intervenues au cours de trois années d'une guerre civile sans merci. S'agissant de la « terreur », dont les responsabilités étaient au demeurant (quoiqu'inégalement) partagées, on a rappelé que Lénine, qui incorporait de longue date dans sa stratégie la terreur jacobine, était également l'héritier — avoué — des populistes, nostalgiques bien souvent d'une insurrection à la Pougatchev, et de tout un passé de violence et de révoltes, dont la Tchéka (et ses nombreuses filiales en province) va prendre le relais. Investie des pouvoirs les plus étendus, au point de constituer comme un État dans l'État, cette Tchéka érigera la « terreur de masse » en système à la suite de l'attentat de la jeune anarchiste F. Kaplan contre Lénine (30 août 1918), et elle lancera le slogan : « ils sont sans pitié, soyons sans pitié », ou encore : « il n'y a pas d'innocents », en écho à la maxime léninienne « qui n'est pas avec nous, est contre nous ». Etrangère au marxisme, et indifférente à toute justification juridique, cette terreur était aussi distincte de la terreur jacobine que le procès de Louis XVI l'était du massacre de la famille impériale, sans procès ni jugement, en secret et à la sauvette. Comme on l'a souligné, cette occasion de faire le procès de l'absolutisme et du pouvoir personnel, d'en conjurer l'emprise sur les esprits, et de frayer ainsi la voie à un État de droit, garanti par des normes juridiques bien définies, ne se reproduira plus.

Par son arbitraire, son ampleur et son mépris du droit, mais aussi par la banalisation de la violence et le principe de culpabilité collective (de classe) qui l'inspirait, cette terreur créait un précédent redoutable, qui permet de la tenir pour la répétition générale du stalinisme à venir. Non seulement, en effet, la vie humaine s'en était trouvée dévalorisée, mais la terreur avait entraîné, avec la levée de bien des tabous, une déshumanisation de tous les acteurs, victimes et bourreaux confondus. De moyens qu'elles étaient initialement, violence et terreur avaient fini par s'émanciper et par devenir un procédé de gouvernement, congénital désormais au nouveau régime bolchevique.

Quotidienne et omniprésente, cette violence ordinaire avait été mise en œuvre, qui plus est, par d'innombrables acteurs, et elle avait sélectionné une catégorie nouvelle de militants dont la main, tout comme celle de Staline, « ne tremblait pas ». Convaincus par leur victoire que leur cause était juste et qu'ils avaient l'Histoire pour eux, ces « hommes spéciaux », disciples de Černyševskij (et de quelques autres), garderont la nostalgie de la manière forte qui permettait de

« prendre d'assaut » les obstacles, et ils accueilleront avec soulagement l'abandon de la NEP et l'annonce de la collectivisation. Loin d'avoir été combattue, la tradition invétérée d'arbitraire et de violence qui jalonnait l'histoire russe avait été reconduite, et considérablement enrichie, tout au long de la guerre civile. Tout comme naguère dans le cas de l'autocratie, la défense du régime (confondue, avec la construction du socialisme) primera plus que jamais le droit et tiendra lieu de légalité. Tel était le terreau dans lequel s'enracinera le stalinisme, produit d'une histoire concrète et singulière qui suffirait, comme on l'a suggéré, à invalider tout parallèle superficiel avec le nazisme, aboutissement lui-même d'une histoire en tous points différente.

Cette progression, amorcée d'emblée, vers le « stalinisme » futur était encore favorisée par la transformation en cours de la société en raison des pertes dues à la guerre et à la guerre civile, ainsi qu'à l'émigration et à la cruelle famine de 1921-1922. Équivalente au minimum à quelque 10 % de la population, ces pertes, dont on a présenté les diverses évaluations, n'avaient pas, bien entendu, également frappé les divers secteurs de la société. Si la famille impériale, et l'ensemble du « parti impérial », déjà voués à l'extermination par maints populistes, avaient bien effectivement été éliminés, ils n'étaient pas les seuls, loin de là, à avoir quitté la scène. Avaient également disparu, ou pris le chemin de l'exil, les élites libérales : députés à la Douma ou théoriciens du parti cadet, mais aussi leaders mencheviks, et plus encore membres des professions libérales (juristes, universitaires, avocats, médecins, etc.) apparues dans le sillage des « réformes libérales » des années 1860, et attachées à implanter en Russie un régime de droit et de liberté, de type occidental. Porteuse des valeurs anti-autocratiques et de l'opposition constitutionnelle au tsarisme, cette petite frange libérale s'était vue laminée par la guerre civile, la terreur et l'émigration. Par son inspiration anti-libérale, la révolution d'Octobre avait finalement détruit les fragiles barrages édifiés depuis un demi-siècle pour endiguer l'absolutisme tsariste, et une contre-offensive autoritaire ou despotique ne les trouvera plus, le jour venu, en travers de sa route.

Autre secteur passé en revue : les élites économiques avaient également fait les frais d'une révolution anti-capitaliste non moins qu'anti-libérale. Entrepreneurs, commerçants, hommes d'affaires ou banquiers, privés de leurs droits civiques et de leurs biens, avaient également disparu en grand nombre dans la tourmente. Ces acteurs économiques, habitués à prendre des initiatives et des risques, étaient tombés victimes de la vision archaïque et caricaturale de la vie économique que les bolcheviks partageaient avec les milieux nobiliaires et une bonne partie du pays. Assimilés par la propagande (et les affiches révolutionnaires) à des usuriers et à des vampires, ou à des parasites insatiables, les « *bourjoui* » et autres « messieurs » au cigare entre les dents et tout cousus d'or, avaient fait place nette. Les bolcheviks privaient ainsi le pays de compétences économiques qui lui feront défaut par la suite, et dont l'absence coûtera à l'U.R.S.S. un surcroît de contrainte et de sacrifices, et contribuera à l'enfermer dans un étatisme oppresseur.

A été également évoqué le sort (au demeurant mal connu) de l'intelligentsia, provinciale et rurale notamment. Salariés bien souvent des organes d'autonomie administrative qu'étaient les zemstvos, et de tendance fréquemment S.-R., les instituteurs, médecins de campagne, agronomes, vétérinaires, statisticiens, ... ou simples employés de zemstvos, acquis à la cause paysanne, avaient eux aussi été en butte aux persécutions, de la part des diverses tchékas notamment. Diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur, ces *intelligenty* faisaient pour cette raison figure de privilégiés, ou même d'exploiteurs, et étaient trop souvent traités en « intellectuels pestiférés » par des autorités locales composées pour l'essentiel de communistes de fraîche date et d'anciens fonctionnaires tsaristes reconvertis, — comme il ressort des quelques protestations adressées aux responsables bolcheviks, et parvenues jusqu'à nous.

Hérités de l'époque tsariste, cet anti-intellectualisme diffus, cette allergie à toute indépendance d'esprit culmineront avec l'expulsion, au cours de l'été 1922, de quelque cent quatre-vingts universitaires, hommes de lettres, scientifiques, médecins, journalistes et autres « suppôts de la bourgeoisie », « militants de l'idéologie wrangélienne et koltchakovienne », affirmait l'arrêté d'expulsion, — un arrêté qui « ne manquera pas (y lisait-on) de recueillir l'approbation des ouvriers et des paysans russes ». Tout comme le procès, au même moment, de militants S.-R., c'était là un précédent de mauvais augure : pratique de l'amalgame, intolérance, chasse aux sorcières, étiquettes diffamatoires, appels à la haine de classe, atteintes à la dignité humaine et refus de tout droit de réponse se donnaient ainsi libre cours dans le vocabulaire politique officiel. La conséquence en était la formation d'une seconde Russie « hors frontières » (*zarubežnaja*), dont le départ constituait une perte irréparable. Sans avoir réellement disparu, la « Russie qui pense » — comme se qualifiait vers la fin du tsarisme la société civile, critique et cultivée en cours de formation — se retrouvait décimée, dispersée et réduite au silence ; et sa voix ne pourra plus s'élever pour faire barrage aux tendances autoritaires inhérentes à la « dictature du prolétariat ».

Un prolétariat qui n'était plus, lui aussi, que l'ombre de lui-même. Car la classe ouvrière, bien qu'« enfant chéri » du régime, n'avait pas davantage échappé à la tourmente, d'où elle sortait « désintégré » sous l'effet de la guerre civile et de la « désindustrialisation » de l'économie, selon les constatations, maintes fois citées, des responsables eux-mêmes. Vainqueurs, mais privés de leur meilleur soutien, les communistes se retrouvaient paradoxalement à la tête d'une Russie plus rurale que jamais, et conduits, bon gré mal gré, à faire prévaloir d'en haut et par voie bureaucratique un socialisme étatique et autoritaire, aux antipodes des grandes espérances d'octobre 1917.

Ainsi appauvrie intellectuellement et moralement, la Russie se trouvait de surcroît « déseuropéanisée » par la perte de ses élites les plus ouvertes sur l'Occident, et comme replongée dans l'« asiatisme » que les adversaires de l'autocratie n'avaient cessé de dénoncer. Consciemment ou non, les bolcheviks avaient réalisé cette « destruction terrible, totale, générale et impitoyable » de la

société prônée par Nečaev. Seuls survivaient la culture d'autorité, l'habitude de s'en remettre au pouvoir, le respect quasi religieux de l'État et de son chef, et un peuple sans grande instruction et hors d'état de rien reconstruire par lui-même. Seul émergeait un nouveau parti gouvernemental unique, au milieu d'un pays ainsi rejeté plusieurs dizaines d'années en arrière, et considérablement appauvri. Un appauvrissement qui ne pouvait manquer de rejaillir sur « le Parti » lui-même en favorisant l'ascension de militants de l'intérieur, ignorants ou presque, à l'instar de Staline, de l'Europe occidentale et de sa culture, mais grandis à l'ombre de l'autocratie et adeptes des méthodes expéditives de la guerre civile. Un instant desserré entre février et octobre 1917, le piège du maximalisme révolutionnaire commençait déjà à se refermer sur la Russie soviétique.



Enfin les deux dernières leçons ont été consacrées au problème de la révolution internationale et de la reconstruction de l'État, ainsi qu'à l'insurrection de Kronschtadt et au X^e Congrès du parti communiste, dont on a cherché à évaluer le rôle dans le processus de formation du régime stalinien. Comme on l'a rappelé, Lénine et son équipe étaient persuadés que la révolution bolchevique ne manquerait pas de déclencher (tout comme celle de 1848) une série de révolutions en Europe, qui permettraient à la Russie d'échapper à son « retard » et de compenser ainsi la faiblesse de son prolétariat. Qui plus est, Lénine voyait même dans la révolution internationale « l'unique garantie absolue contre le retour à l'absolutisme ». Or, en dépit de quelques soulèvements sans lendemain, l'Europe n'avait pas suivi ; et la Russie révolutionnaire s'était retrouvée isolée, entourée d'un « cordon sanitaire », et comme prisonnière du dernier pays où aurait dû, aux yeux d'un marxiste, éclater une révolution socialiste.

Tenues hier encore pour incompatibles avec le socialisme, ses traditions autocratiques, sa culture de la violence, son indifférence au droit et aux libertés publiques, son inexpérience politique, et l'emprise de l'État non seulement n'avaient pas été abolies, mais rien, ou presque, n'y faisaient désormais contrepoids. Encore renforcés par les méthodes sommaires de la guerre civile et l'avortement de la révolution internationale, « asiatisme » et « survivances du passé » avaient désormais le champ quasiment libre dans une Russie décimée, privée d'une large fraction de ses élites et plus rurale que jamais. Faute d'avoir été réellement répudié, cet héritage du passé pèsera lourd dans l'ascension de Staline et de son régime, en orientant la révolution vers un socialisme moins démocratique et décentralisé, qu'autoritaire, étatique ou même dictatorial, profondément enraciné, on le voit, dans le terreau national.

Car la reconstitution de l'État était, entre temps, allée bon train, du fait tout d'abord de la reconstruction de l'armée. Malgré sa préférence pour les milices prolétariennes et une « armée du peuple », le gouvernement bolchevik s'était bientôt converti, sous la menace de la guerre civile, à l'armée de conscription

classique au sein de laquelle les « spécialistes » militaires se verront bientôt reprocher de réintroduire l'ancien esprit de subordination et d'obéissance passive héritée de l'époque tsariste. Les résultats n'en étaient pas moins là : disciplinée et acquise au régime, cette armée fournira, dès l'insurrection de Kronstadt, la preuve de son loyalisme, sans lequel ni la collectivisation, ni les bouleversements des années 1930 n'auraient été possibles.

Cela valait plus encore de la Tchéka, créée au lendemain de la mise hors la loi du parti cadet, afin de pourchasser spéculateurs et ennemis du peuple. Organe de « répression extra-judiciaire » doté de pouvoirs pratiquement illimités, et soustraite à toutes critiques « pour ne pas faire le jeu des gardes blancs », cette police politique constituait (répétons le) comme un État dans l'État, et elle contribuera, sous ses divers avatars successifs, à donner au nouveau régime un tour policier inconnu, à ce degré, du régime tsariste. L'organe créait pour ainsi dire la fonction, et le délit. Sur ce plan également, et compte même tenu de ses débordements futurs, l'État policier de Staline sera très largement l'héritier et le continuateur de celui de Lénine.

« Tout bon communiste doit être également un bon tchékiste », avait recommandé Lénine. *Mutatis mutandis*, cette formule valait également à tous les niveaux de l'État, moins que jamais disposé à « dépérir », et dont les communistes avaient commencé à accaparer les leviers. Naguère petite élite cohérente, formée à la lutte clandestine contre le tsarisme, l'ancien parti bolchevique n'avait pas tardé à changer de visage sous l'afflux notamment des nouveaux adhérents, dont le nombre variait selon les hauts et les bas de la guerre civile. Sans entrer dans le détail de cette évolution, on a rappelé que ses effectifs étaient passés de quelque 25 000 membres en février 1917, à 75 000 déjà en octobre suivant, et atteignaient début 1921 un total approximatif de 575 000 membres. Devenu, depuis octobre 1917, parti de gouvernement, il avait dû faire face, la guerre civile aidant, à d'innombrables tâches, au premier rang desquelles « édifier l'État et bâtir le socialisme », précisait Lénine à l'automne 1919. Ces tâches gouvernementales nouvelles avaient entraîné un gonflement continu des effectifs, au détriment de la sélection ; mais elles engendraient plus encore une nouvelle catégorie de membres : celle des employés à temps plein dans l'appareil de l'État et du parti (« communiste » depuis mars 1918), qui les rémunérait comme tels. Non contents de truster les postes de responsabilité, progressivement réservés aux seuls membres du parti, ces « permanents » avaient tout naturellement tendance à renforcer la discipline, la centralisation et la hiérarchie, dans le parti comme dans l'administration, et à donner la préférence à la pratique familière des nominations et des mutations (ou des promotions), plutôt qu'au principe électif, en constant recul.

Cette évolution, qui vaudra à Lénine de se faire traiter par les siens de premier bureaucrate (*činovnik*) soviétique, aboutissait à inverser les rapports de responsabilité entre les dirigeants élus et leurs électeurs de base, invités à suivre les consignes d'en haut ; mais elle jouait plus encore en faveur de ces dirigeants

professionnels qui peuplaient de leurs équipes bureaux et comités, et qui s'entendaient, comme Staline, à cumuler les postes de direction dont l'influence s'en trouvait multipliée. Amorcée bien avant la NEP, cette mutation soulevait, dès 1920, les doléances de tous ceux qui réclamaient le retour au principe électif, une prépondérance ouvrière et « plus de démocratie à l'intérieur du parti », comme le demanderont, en écho, les insurgés de Kronstadt.

De cette insurrection de Kronstadt (mars 1921), longtemps objet de polémiques passionnées, on a retenu essentiellement les lettres de protestation alors publiées, du 3 au 16 mars, par les *Izvestija* de cette base navale, qui illustraient la dérive étatiste et autoritaire du nouveau régime communiste. Une fois rappelé le film des événements, qui avaient fait craindre aux responsables un « nouveau février » 1917, l'étude du programme des insurgés et des lettres publiques de démission rédigées par certains d'entre eux a permis de préciser les griefs adressés par les militants de base aux dirigeants du Parti. Communistes ou non, les insurgés reprochaient aux « sommités bureaucratiques » d'imposer « d'en-haut » leur volonté aux masses, traitées comme un simple « instrument sans volonté » et mises au service du « pouvoir absolu » d'une nouvelle « autocratie communiste », qu'un « abîme insondable » séparait à présent du peuple. Provisoirement estompées par la guerre civile, les divergences réapparaissaient maintenant au grand jour entre les « oppresseurs » communistes et les révolutionnaires de toutes tendances qui découvraient, mais un peu tard, qu'ils avaient combattu pour une révolution « au service du peuple », bien différente de celle qui restaurait maintenant les anciennes structures du pouvoir, et qui leur déniait tout droit à la parole au nom d'une idéologie d'emprunt.

Craignant la contagion, le gouvernement noiera la « rébellion » dans le sang ; mais la répression affectait également, par ricochet, le Parti lui-même. Les vaincus n'étaient pas en effet des « arrivistes » ou des « suiveurs », comme ceux dont le Parti cherchait déjà à se purger depuis 1919-1920, mais des militants convaincus et désintéressés, qui refusaient la transformation de la révolution en pouvoir et qui avaient osé rappeler aux responsables les exigences — à leurs yeux — de la révolution socialiste. A traiter toutefois les insurgés (et leurs nombreux sympathisants) en contre-révolutionnaires, le parti communiste se privait une fois encore d'éléments de qualité, et d'une force de contestation socialiste et démocratique dont l'absence ne se fera que trop sentir par la suite. De tels procédés n'avaient finalement d'autre résultat que de frayer la voie à ce que les insurgés de Kronstadt appelaient, à défaut d'un meilleur terme, l'autocratie communiste.

Inauguré sous le signe de l'insurrection, le X^e Congrès du P.C. (8-16 mars 1921) avait tout d'abord cherché à calmer la fermentation au sein du pays. Aussi avait-il commencé par adopter (en dépit de maintes objections théoriques, et pratiques) les premières mesures de la NEP, et par donner satisfaction aux demandes les plus pressantes de l'opposition et de la base ouvrière : promesse, notamment, d'un regain de démocratie au sein du parti, et priorité au principe électif sur la pratique des nominations. Ces promesses, toutefois, ne seront pas

tenues ; et Lénine fera adopter par surprise et sans débats, le jour de la clôture du congrès et en l'absence de nombreux délégués (partis combattre Kronstadt), les deux résolutions bien connues : sur l'unité du Parti, et sur la déviation anarcho-syndicaliste, qui serviront de tremplin dans la marche au pouvoir personnel. En raison de leurs conséquences à long terme, notre analyse a porté plus particulièrement sur les interventions de Lénine et la portée de ces deux résolutions. Dénonçant « le luxe de discussions » que s'offrait le parti, pourtant « entouré d'ennemis », le Président du *sovnrakom* avait déclaré le temps venu de « mettre le holà aux oppositions » et aux divisions internes, qui servaient de « marchepied » aux gardes blancs et qui risquaient de déposséder le parti de sa victoire.

Insurgés de Kronstadt, anarchistes, anciens mencheviks, S.-R. ou gardes blancs « qui savent parfaitement se camoufler en communistes, même d'extrême gauche », tous ne cherchaient, poursuivait l'orateur, qu'à « aggraver et à exploiter les divisions à l'intérieur du parti » avec la complicité, consciente ou non, des opposants. Ce brillant, mais funeste, exercice d'amalgame une fois achevé, le numéro un communiste avait alors appelé Marx à la rescousse et, lui attribuant fallacieusement les thèses de *Que Faire ?*, prévenu que le P.C. était « seul capable de rassembler, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et des masses laborieuses ». Porter atteinte à son unité et à sa cohésion affaiblissait son rôle « dirigeant et organisateur », faisait le jeu de l'ennemi de classe, et ne pouvait qu'aboutir à la restauration du pouvoir capitaliste et nobiliaire. D'où la condamnation fulminée contre l'esprit « fractionnel » et la « déviation » anarcho-syndicaliste — deux termes qui font alors leur entrée dans le vocabulaire politique officiel — et la menace d'exclusion brandie à l'adresse des récalcitrants.

A la suite de cette double résolution et de la réaffirmation des thèses intransigeantes de *Que Faire ?*, Lénine se verra accuser d'avoir introduit « l'état de siège » dans le parti, d'une formule empruntée au passé autocratique. En fait, il l'avait considérablement renforcé, livrant ainsi des armes précieuses à qui saurait les mettre à profit. Qu'on en juge : pratique de l'amalgame et travestissement des faits ; refus de toute troisième voie entre bolchevisme et contre-révolution et assimilation de toute divergence de vues à un délit contre-révolutionnaire ; confusion entre complicité objective et subjective ; accusation de fractionnisme et de déviation, ou recours à l'argument d'autorité ; soumission à la ligne officielle et mise en place d'une instance de contrôle idéologique ; ... menace enfin d'exclusion, — le socle du « stalinisme » était déjà très largement en place, avant même l'élévation de Staline au poste de secrétaire général (avril 1922), afin d'éviter que la retraite de la NEP ne tourne à la déroute, et pour mettre en œuvre les résolutions du X^e Congrès.

Il reviendra à Staline, comme nous le verrons dans un prochain cycle de cours, de donner un nom et un visage au régime en cours de gestation. Au confluent des apports les plus divers — de l'héritage autocratique au bolchevisme et au X^e Congrès, en passant par le maximalisme révolutionnaire et la guerre civile — le stalinisme sera finalement le prix payé pour le maintien du parti au pouvoir et

la survie — mais aussi la grandeur — de l'U.R.S.S. Au point de finir par s'identifier avec le régime lui-même et de mériter à ce titre la reconnaissance, en U.R.S.S. et à l'étranger, des membres du parti communiste, dont Khrouchtchev pourra légitimement dire en décembre 1956 : « nous sommes tous les héritiers de Staline ».

Fr.-X. C.

II. SÉMINAIRE

Le séminaire a été consacré au commentaire de quelques textes « canoniques », et notamment à la *Lettre à Gogol* de Biélinisky. Ce texte, qui vaudra à son auteur d'être surnommé le « Voltaire russe » en raison de sa volonté d'« écraser l'infâme », marque à sa façon l'acte de naissance de l'intelligentsia révolutionnaire, dépourvue de l'esprit de tolérance — au moins relatif — du philosophe français, qui disposait pour sa correspondance avec la cour de Saint-Pétersbourg d'un chiffre fourni par cette dernière. Selon M. Nikolai A. Kopanev, conservateur de la bibliothèque de Voltaire à la Bibliothèque Nationale de Saint-Pétersbourg, les archives du ministère des Affaires Étrangères conserveraient (à Moscou) plus d'un inédit de l'agent d'influence qu'était le patriarche de Volney.

Autres textes commentés : le *Catéchisme du révolutionnaire* de Nečaev — qui devait marquer de son empreinte le mouvement révolutionnaire russe bien après 1917, — et divers décrets bolcheviques, dont le décret du 30 novembre/13 décembre 1917, interdisant le parti cadet et mettant ses leaders en état d'arrestation.

III. PUBLICATIONS ET AUTRES ACTIVITÉS

— Les échos de l'Affaire Dreyfus en Russie, — Communication présentée au « Colloque du centenaire » de Rennes, et publiée dans *L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger*, Rennes, oct. 1995, p. 255-270.

— Communication intitulée *Samoderžavnye istočniki stalinizma* (les sources autocratiques du stalinisme) présentée au Colloque international de Nijni-Novgorod (18-20 septembre 1995) sur le thème : « Approches nouvelles en histoire russe ». Cette communication a été présentée de nouveau, à sa demande, devant l'Institut d'Histoire (Académie des Sciences), à Moscou, le 24 novembre 1995 (actuellement sous presse).

— Participation et conférence au « Colloque Europe » (Cracovie, 17-18 février 1996) organisé par la Communauté Culturelle Européenne (publication des actes prévue).

— Le professeur François-Xavier Coquin a également donné, le 25 août 1996, dans le cadre de l'émission « *Istoričeskij Klub* » (Saint-Pétersbourg, 5^e Chaîne),

une interview d'une heure sur ses travaux et diverses questions d'actualité. Émission rediffusée le 29 septembre 1996 à la demande des auditeurs ;

— a en outre été coopté (août 1996) membre de la « Société des historiens de Saint-Petersbourg ».

III. JURYS DE THÈSES

Ont en outre été soutenues, dans le cadre de l'Université de Paris I, les deux thèses (nouveau doctorat), ci-après, dont le professeur François-Xavier Coquin avait assuré la direction :

— Sabine BREUILLARD : Pavel Nikolaevič Miljukov : de l'historien à l'homme d'État — Formation d'une pensée politique (1859-1905). Soutenance le 24 juin 1996.

— João de MIRANDA : Les relations diplomatiques entre le Portugal et la Russie à l'époque de Pierre le Grand (1700-1725). Soutenance le 6 juillet 1996.